

7- Examen des propositions reçues des membres

Le Fonds de secours en cas de catastrophe

Note du Secrétariat

1. CONTEXTE

Contrairement à d'autres organisations internationales, jusqu'en décembre 2022 l'AIM n'a jamais formellement établi de fonds de secours en cas de catastrophe pour aider les États côtiers en cas de catastrophe en ce qui concerne les objectifs de l'AIM et plus particulièrement les aides à la navigation maritime.

Un fonds de secours en cas de catastrophe est établi pour fournir une aide financière et/ou matérielle et/ou une expertise de manière rapide et efficace afin d'aider une organisation ou une autorité nationale à remplacer ou à réparer son système national d'aides maritimes à la navigation affecté par une catastrophe nationale ou d'origine humaine. L'objectif principal dans une telle situation critique est d'assurer la sécurité de la navigation et la protection de l'environnement dans la zone afin d'éviter des conséquences plus négatives que la cause initiale qui a conduit à la catastrophe.

L'AIM a déjà apporté son aide et son soutien à ses membres de manière plus informelle, mais la situation en Ukraine a encouragé le Secrétariat à suivre la voie de l'établissement d'un fonds permanent de récupération en cas de catastrophe, placé sous la responsabilité de la WWA.

Processus de décision

Par conséquent, lors de la 75e réunion du Conseil à Copenhague, le Secrétariat a proposé l'idée au Conseil (voir C75-17.2.1), l'invitant à :

- Envisager de décider que l'Académie mondiale de l'AIM établira le « Fonds de secours en cas de catastrophe de l'Académie mondiale » (WWA DRF), dans le but d'aider les États côtiers, qui sont frappés par une catastrophe, à rétablir et à renforcer leur capacité à assurer la sécurité de la navigation dans leur zone de responsabilité. Le WWA DRF sera financé de manière indépendante par des parrainages.
- Envisager d'encourager les membres de l'AIM à parrainer le DRF de la WWA.

Le Conseil a examiné la proposition et a suivi la proposition du Secrétaire général d'élaborer un mandat pour une utilisation future. Dans l'intervalle, une aide urgente devrait être apportée à l'Ukraine avec les ressources disponibles, en particulier avec les ressources mises à disposition par l'Australie.

En conséquence, la proposition de mise en œuvre du fonds de secours en cas de catastrophe a été approuvée par le Conseil à sa 75e session, le Conseil se réunissant ensuite pour examiner plus avant le mandat préparé par le Secrétariat.

Dans le cadre du suivi du Conseil 75, le Secrétariat, en étroite collaboration avec le Conseil de la WWA, a préparé un projet de mandat. Ce projet de mandat a été fourni comme document de travail au Groupe consultatif juridique (LAP) 24 en novembre 2022 (LAP24-15.1) pour un examen plus approfondi et d'éventuels commentaires.

Le LAP 24 a discuté du projet et a convenu de plusieurs petites modifications de la définition, de la procédure et de l'audit du projet.

Les participants de la Fédération de Russie ont fait la proposition suivante au projet :

« Ajouter un aspect à prendre en compte dans le processus de décision :

« les causes (raisons) d'une catastrophe concernant l'endommagement des infrastructures doivent être

complétées (éliminées) ».

L'explication de notre position : il est illogique de restaurer les infrastructures avant de mettre fin à une crise d'origine humaine. »

Il n'y a pas eu de soutien au sein du LAP pour inclure les changements proposés par les participants russes, qui n'ont donc pas été ajoutés au projet final. La proposition des participants russes et la décision finale du LAP ont toutefois été incluses dans le rapport du LAP 24 afin de noter les différents points de vue.

Ce rapport ainsi que le projet de mandat ont été envoyés au Conseil 76 de Rio de Janeiro qui s'est tenu en décembre 2022 (C76-10.1.1 pour le rapport LAP et C76-17.2 pour le Fonds de secours de l'AIMS).

Le Conseil 76 a approuvé à l'unanimité le mandat du Fonds de secours en cas de catastrophe de l'AIMS, sans apporter d'autres modifications au projet.

Contribution du membre national de la Fédération de Russie à l'Assemblée générale

Le 2 février 2023, le secrétariat de l'AIMS a reçu un document de contribution du membre national de la Fédération de Russie pour la prochaine Assemblée générale (voir le document A14-7.1 (EN) Russia Proposals for 14 GA)

Dans ce document, deux aspects sont abordés en ce qui concerne le fonds de secours en cas de catastrophe :

- L'autorité du Conseil en ce qui concerne l'approbation de la création et du mandat du Fonds de secours en cas de catastrophe est remise en question.
- Plusieurs modifications du texte sont proposées, notamment la définition d'une catastrophe et le fait que l'aide dans le cadre d'un conflit militaire ne peut être fournie qu'après accord des deux parties au conflit.

Implications juridiques

Bien que la mise en œuvre d'un Fonds de secours en cas de catastrophe ne soit pas explicitement mentionnée dans la Constitution, le Règlement général ou tout autre document de base, l'évaluation juridique du processus de prise de décision tel que décrit ci-dessus est claire. Le Secrétaire général avait le droit de demander au Conseil d'approuver la mise en œuvre du Fonds de secours en cas de catastrophe et le Conseil avait le pouvoir de prendre la décision finale tant en ce qui concerne sa mise en œuvre que l'approbation du mandat. La saisine de l'Assemblée générale, telle que revendiquée par l'intervention russe, n'était ni obligatoire ni nécessaire.

a. Art. 11 Fonds dédiés du règlement financier

Conformément à l'art. 11 du Règlement financier, des fonds dédiés peuvent être créés par le Secrétaire général pour l'exécution de programmes ou de projets spécifiques, à condition que les objectifs soient

compatibles avec le but et les objectifs de l'organisation. L'objet et les limites de chaque fonds spécial sont clairement communiqués au Conseil.

Le Secrétaire général a proposé au Conseil 75 que « la WWA crée le fonds de secours de la WWA » et a proposé un mandat qui a été approuvé par le Conseil 76 sans autre changement. Par conséquent, le Secrétaire général a surpassé l'obligation prévue à l'article 11 du Règlement financier « d'indiquer clairement l'objet et les limites de chaque projet ». 11 du Règlement financier « d'indiquer clairement l'objet et les limites de chaque fonds dédié » car il n'a pas seulement indiqué l'objet et les limites au Conseil mais a laissé l'approbation finale au Conseil.

b. Relations entre le Secrétaire général et le WWA

Conformément à l'article 8.2.2 de la Constitution, c'est le Conseil qui nomme le Secrétaire général. Le secrétaire général est le représentant légal et le chef de l'exécutif de l'AIMS et sera assisté dans ses tâches par un secrétariat permanent.

L'article 7.5.3 du Règlement général stipule clairement que la WWA fait partie intégrante du Secrétariat. En outre, le Secrétariat, sous la direction du Secrétaire général et conformément au règlement du personnel et aux procédures du Secrétariat, effectue toutes les autres tâches qui peuvent être nécessaires pour soutenir les efforts de l'AIMS.

En conséquence, le Secrétaire général, assisté dans ses tâches par un Secrétariat permanent dont la WWA fait partie intégrante, avait l'autorité de charger la WWA des détails de la mise en œuvre et du fonctionnement du Fonds de secours en cas de catastrophe en tant que Fonds dédié, conformément à l'Art. 11 du Règlement financier et conformément aux décisions des Conseils 75 et 76.

c. Les objectifs de l'AIMS et du Fonds de secours en cas de catastrophe

Les objectifs de l'IALA sont décrits dans l'art. 3 des Statuts. Ils comprennent, entre autres, le développement de la coopération internationale par la promotion de relations de travail étroites et de l'assistance entre les membres et la facilitation de l'assistance aux services ou organisations qui demandent de l'aide dans le domaine des aides marines à la navigation et des domaines connexes, que ce soit sur le plan technique, de l'organisation ou de la formation.

La mise en œuvre du Fonds de secours en cas de catastrophe, tel que défini dans son mandat, répond à toutes les exigences des objectifs de l'AIMS, soulignant le fait que les relations de travail étroites et l'assistance entre les membres, ainsi que la facilitation de l'assistance, sont encore plus importantes en cas de catastrophe.

d. Le Conseil et l'Assemblée générale

Conformément à l'article 8.2.3 des Statuts, le Conseil met notamment en œuvre la politique générale de l'AIMS telle qu'elle est définie par ses objectifs ou par l'Assemblée générale, détermine le règlement général et financier et approuve le budget et les comptes annuels.

Comme décrit ci-dessus, le Fonds de secours en cas de catastrophe répond aux objectifs de l'AIMS et, par conséquent, le Conseil avait le pouvoir d'approuver la mise en œuvre et le mandat dans le cadre de la politique générale de l'AIMS.

En outre, le Conseil n'avait pas l'obligation de renvoyer cette décision à l'Assemblée générale, comme le demande la proposition russe.

Conformément à l'art. 4.1.2 du Règlement général, dans l'intervalle entre deux Assemblées générales et si aucune disposition appropriée n'a été prévue dans les Statuts ou le présent Règlement général, le Conseil prend toute décision administrative ou technique nécessaire, mais soumet cette décision à la confirmation de l'Assemblée générale suivante.

L'art. 11 du règlement financier traite de la mise en œuvre des fonds spécifiques. Comme décrit ci-dessus, le Fonds de secours en cas de catastrophe répond à la définition d'un tel fonds. Une disposition appropriée a donc été prise dans les documents de base de l'AIMS. En conséquence, l'art. 4.1.2 doit

être interprété dans le sens qu'aucune disposition n'a été prise dans les documents de base. Cette interprétation est confirmée par l'article 8.2.3. 8.2.3 qui stipule que seul le Conseil détermine le règlement général et le règlement financier et non l'Assemblée générale. En outre, le règlement financier doit être exécuté conformément aux statuts et au règlement général et fait partie des documents de base de l'AIMS.

Par conséquent, le Conseil n'était pas tenu de demander confirmation de la décision de mettre en œuvre le Fonds de secours en cas de catastrophe et d'approuver le mandat. Selon les documents de base, cette décision relève exclusivement de la responsabilité du Conseil.

2. CONCLUSION ET AUTRES RECOMMANDATIONS

Conformément aux différentes fonctions des organes de l'AIMS telles qu'elles figurent clairement dans les documents de base, le Secrétaire général avait le droit de demander au Conseil, en tant qu'organe de supervision, d'approuver la décision d'établir un Fonds de secours en cas de catastrophe en tant que fonds dédié devant être mis en œuvre et géré par la WWA. En outre, le Conseil avait le pouvoir d'approuver les termes de référence du Fonds de secours en cas de catastrophe sans demander la confirmation de cette décision par l'Assemblée générale.

En ce qui concerne la proposition de la Fédération de Russie de modifier le libellé de plusieurs parties du mandat du Fonds de relèvement en cas de catastrophe, l'Assemblée générale n'est pas tenue d'en débattre. Il est toutefois recommandé, dans un souci de bonne coopération, d'en discuter lors de la première réunion du Conseil nouvellement élu qui suivra directement l'Assemblée générale.

3. ACTIONS DEMANDÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale est invitée à **prendre note** des informations contenues dans le présent document et à **décider** de charger le Conseil d'examiner les propositions de la Fédération de Russie lors de sa réunion du 3 juin 2023.